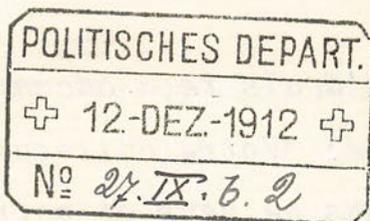


In Circulation. ✓  
12. XII. 12.  
4. 4.

105

Legation de Suisse  
en  
France



Paris, le 11 <sup>Dec</sup> ~~Octobre~~ 1912.

1/12  
55

Acc. rec.

Monsieur le Président,

Pour ma première sortie, je me suis rendu cet après-midi chez M. Poincaré et ai été presque le seul Ministre reçu parce que le Président du Conseil a été accaparé par les délégués monténégrins envoyés aux négociations de paix de Londres, puis par les Ambassadeurs. J'ai parlé rapidement d'affaires franco-suissees urgentes et demandé seulement s'il pouvait en deux mots résumer son impression sur la politique générale. Il a, en termes très modérés, constaté que la mobilisation autrichienne est à peu près faite mais il ne paraît pas prendre la situation au *devo* tragique, c'est-à-dire considérer cette mobilisation comme le prélude d'une guerre européenne certaine.

Comme je me levais, M. Poincaré m'a retenu: "Et Vous, n'avez-Vous rien à me dire? N'êtes-Vous pas chargé d'une communication pour moi?" et comme je manifestais mon étonnement: "Voyons, cherchez bien; n'avez-Vous pas été chargé par Votre Gouvernement, à la demande de la Russie, de signaler ici les dangers des armements autrichiens?"

Monsieur,

Monsieur Forrer, Président de la Confédération,  
Chef du Département Politique fédéral,  
B e r n e .



Sur ma réponse que je n'avais reçu aucun mandat de ce genre, M. Poincaré a continué: "Votre collègue de Londres "a fait une communication dans ce sens et notre Ambassadeur "M. Cambon me l'a signalée dans une lettre personnelle en "faisant observer qu'il devait y avoir là un malentendu ou "un excès de zèle."

J'ai répliqué qu'il pouvait s'agir seulement du compte-rendu de quelque entretien avec un diplomate étranger communiqué à titre de renseignement, mais qu'il y avait loin de là à se charger d'une transmission par la Suisse à des Gouvernements tiers et j'ai rappelé l'incident Röder-Dubs-Comminges de Juillet 1870.

M. Poincaré a souri: "Bon, c'est une simple gaffe, je "rassurerais Cambon et sa lettre ne passera pas aux Archives. <sup>J'ai</sup>  
 y d'ailleurs rien de Beau, par la voie ordinaire, l'écho de, fausses perceptions qui causent en Suisse les armements autrichiens."

Le Ministre de Roumanie Lahovary me dit que son Gouvernement tient ferme avec l'Autriche en vertu d'engagements précis et anciens. Cela n'empêche pas que, dans la situation nouvelle, la Roumanie cherchera à vivre en bons rapports avec le nouvel ordre de choses balkaniques. Seulement, il faut que la Bulgarie cède Silistrie et la bande de terrain indispensable pour que la Dobroudja puisse être convenablement défendue par la Roumanie.

Quant au Roi Ferdinand, a continué Lahovary, il est dans la main de l'Autriche et sa situation serait désespérée si l'Autriche ne lui avait pas fourni des vivres et des munitions pendant la campagne; il a vaincu en bonne partie grâce à l'Autriche. Les Bulgares sont exténués. Ferdinand

sait fontibien que la Russie se mettra entre lui et Constantinople et que par conséquent, pendant un certain avenir, il devra s'appuyer sur Vienne et Bucarest et non sur Petersbourg. A cause de cela, Ferdinand n'est pas intransigeant; il ne pousse pas à l'attribution immédiate aux alliés actuels de tout le territoire qui ne restera pas à la Turquie. Il est partisan d'autonomies et non de grandes annexions à la Grèce, à la Serbie et même à la Bulgarie. Il voudrait notamment une Albanie autonome aussi grande que possible, à laquelle seraient attribuées les régions habitées par les Koutzo-Valaques (Roumains); ces populations ont beaucoup plus d'affinités avec les Albanais qu'avec les Grecs qui les revendiquent et qui détruiraient leur nationalité. L'Autriche est, en fait, beaucoup moins exigeante qu'elle ne le laisse dire; elle a tort de ne pas dévoiler sa pensée; si l'Autriche refuse une bande sous la souveraineté serbe pour aboutir à l'Adriatique, elle consent officiellement à au moins trois chemins de fer aboutissant à l'Adriatique et dont l'un déboucherait en Dalmatie et les autres plus au sud. On a tort à Vienne de ne pas le dire ouvertement. Cela calmerait. Il semble qu'à Vienne, on veuille faire un éclat, on veuille manifester la puissance autrichienne et infliger aux Serbes une humiliation pour tuer le rêve d'une grande monarchie slave au sud du Danube. Il ne faut malheureusement plus gêner se faire d'illusions à ce sujet. Les Serbes ont eu tant de succès et des succès si imprévus, qu'ils sont devenus imprudents en paroles et en actes. Il est probable qu'à Vienne on veuille les attraper sur une imprudence ou sur une autre et les secouer.

D'après M. Lahovary, la situation intérieure russe est

telle que, très probablement, la Russie ne pourra pas bouger. D'autre part, la Roumanie et la Bulgarie, malgré leurs attaches avec l'Autriche ne se brouilleront pas avec les Russes mais chercheront à éviter des conflits avec Petersbourg autant qu'avec Vienne.

Agréez, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Karay

P.S. Encore deux petits renseignements: D'excellente source, j'ai appris que c'était Revoil, ancien ambassadeur à Berne et Madrid, aujourd'hui Directeur général de la Banque ottomane, qui avait obtenu de M. Poincaré qu'il ne ripostât pas par une affirmation de solidarité franco-russe aux affirmations de solidarité austro-allemande du Chancelier Bethmann-Holweg. Revoil, par sa démarche, et Poincaré, en cédant aux instances de Revoil, ont fait acte de bons Européens partisans de la paix.

Comme indice de l'état mental des Serbes, il paraît qu'ayant demandé de l'argent à notre compatriote Pyrame Naville, administrateur de la Banque ottomane, qui depuis 20 ans consacre ses forces et sa bonne volonté aux finances serbes, et Naville leur ayant indiqué les conditions évidemment dures de tout emprunt dans les circonstances financières actuelles, les Serbes ont répondu qu'ils ne se laissent plus traiter aujourd'hui comme autrefois, que le temps des humiliations était passé etc. etc. Vraie lettre de gens dont les pieds ne reposent plus sur le sol.

ly